L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 78 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 24 MAI.

EXCURSION
De la Délégation Congressionnelle aux Passes.

L'excursion de la Délégation Congressionnelle aux passes du Mississipi a été favorisée par un temps magnifique et elle s'est accomplie, aller et retour, dans le court espace de vingt-trois heures. Parti vendredi matin, à neuf heures, le bateau à vapeur *Belle Lee* était de retour, hier matin, à huit heures. A leur arrivée, les invités de la Nouvelle-Orléans ont été accueillis par des vivas et gratifiés d'une sérénade et ils ont été escortés par un grand nombre de citoyens jusqu'à l'Hôtel St-Charles.

Il y a eu tant d'excursions à la Balize, depuis quelque temps, que nous nous abstiendrons de raconter le voyage du *Belle Lee*, de la Nouvelle-Orléans jusqu'à Pass Manchac, du grand fleuve, et les impressions des voyageurs sur le panorama qui s'est déroulé sous leurs yeux, nous dirons seulement qu'à l'arrivée au fort St-Philippe, tout le monde est monté sur le pont pour voir l'emplacement du canal projeté qui doit relier le fleuve au Golfe du Mexique.

Le *Belle Lee* est arrivé à la Passe à l'Outre à la fin du dîner servi aux invités, et là, une partie des voyageurs s'est embarquée sur le bateau à vapeur *Creole* qui les a conduits jusqu'à une certaine distance en dehors de la passe, et les a menés auprès du bateau drague *Eucapent* afin que le travail que fait ce bateau pût être examiné de près par les visiteurs. Des sondages ont eu lieu pendant ce voyage dans la passe et, à leur retour, les passagers du *Creole* ont pu voir le steamer *Alabama* franchir la barre.

A sept heures du soir les passagers du *Creole* rentraient à bord du *Belle Lee*. Peu de temps après le souper, toute la délégation et les citoyens de la Nouvelle-Orléans se réunissaient dans le salon des dames sous la présidence du maire Wiltz. L'assemblée a été haranguée par M. J. H. Oglesby, président de la Chambre de Commerce et par le juge Kennard qui, tous deux, ont traité des avantages qu'offre la voie fluviale pour le transport des produits et des marchandises. Les deux orateurs ont donné quelques renseignements intéressants sur le projet du canal qui permettra de faire venir en tout temps à la Nlle-Orléans des navires du fort tonnage.

Plusieurs des membres du Congrès ont pris, ensuite, tour-à-tour, la parole et ils ont exprimé l'intérêt qu'ils prennent à l'amélioration de la navigation du Mississippi. Ils ont promis d'user de toute leur influence pour faire accorder par le Congrès les allocations nécessaires à l'amélioration des passes et à la construction du Canal. Ils ont dit que l'Ouest formerait une alliance compacte avec le Sud pour faire du Mississippi la grande voie de communication de la Vallée du Mississippi avec le monde entier. La discussion a été très étendue et a porté sur tous les sujets qui se rattachent directement ou indirectement à la question.

Le major Howell, des Etats-Unis, est entré dans des explications pratiques sur la construction du canal. Il a dit que le canal aboutirait au Mississippi à un endroit situé à six milles au-dessous du Fort St-Philippe, et de l'autre côté tout auprès de la chenal de l'Ile Breton, où il y a 30 pieds d'eau à marée basse. Il a annoncé que des sondages récents lui donnaient l'assurance qu'on aurait une base solide pour établir les fondations de l'écluse. Les explications du major Howell ont été écoutées avec un vif intérêt.

Le général Hays a prononcé ensuite un discours dans lequel il a résumé à grands traits ce qui a été dit et il a développé les considérations générales que comportait le sujet.

Il était une heure du matin quand la séance a été levée, et les voyageurs sont allés prendre un peu de repos.

Le comité d'arrangements a fait tout son possible pour rendre le voyage agréable aux visiteurs distingués devenus les hôtes de la Nouvelle-Orléans, et de nombreuses conversations particulières, pendant le cours de la traversée, ont dû éclairer ceux-ci sur bien des points de notre situation politique, commerciale et financière.

BANQUE D'EPARGNES ET COMPAGNIE DE DÉPÔT DE LA LOUISIANE.—Les avantages que procure cet établissement sont immenses et ne peuvent être parfaitement connus que de ceux qui savent en profiter. Non seulement les dépôts y fructifient, en ce sens qu'ils obtiennent des intérêts fort raisonnables et presqu'au niveau des intérêts que donnent les meilleurs placements, mais encore ils y sont en sûreté dans toute l'acception du mot. Le caveau de la Banque d'Epargnes et de dépôt de la Louisiane, rue du Camp No. 51, est famoux par l'emploi de serrures de combinaison dont le numéro n'est connu que de ceux qui louent des boîtes, et ces serrures de combinaison donnent aux déposants une SÉCURITÉ ABSOLUMENT PARFAITE.

OCCASION MAGNIFIQUE.—*25 et 50 pour cent au-dessous du prix coûtant.*—Qui fait cette offre libérale ? C'est la maison Gaulbil et Nippert, rue du Canal 137, qui possède le double secret du bon et du bon marché à la fois. On verra, plus loin, une annonce de ces messieurs qui, voulant clore leur magnifique stock dans le plus bref délai possible, avant d'ouvrir leur nouvelle maison de gros, se sont décidés à sacrifier leur stock de détail pour l'activer plus vite à opérer le changement qu'ils en ont en vue. Il y a dans ce stock de détail des articles d'une élégance extrême, ainsi que des gants, des chemises, des rubans pour ceintures, des verreries de toute espèce et des parfumeries fines.

UNE AUTRE GRANDE RÉDUCTION DE PRIX.—C'est M. J. Turcotte, rue du Canal 138, qui prend l'initiative de cette autre grande réduction de prix que les acheteurs rechercheront tant, surtout aujourd'hui. Le rabais porte sur le reste d'un fonds de marchandises achetées à une vente de banqueroute. On verra, dans une annonce insérée plus loin, que ces marchandises forment une liste fort riche et contenant à peu près toutes les étoffes que les dames portent de préférence en cette saison.

ARTICLES DIVERS.—MM. Frederickson & Harte, rue du Canal 139, annoncent qu'ils ont toujours en main un grand assortiment d'éponges, de brosses crin de cheval, gants, eaux de Cologne et diverses eaux de toilette, ainsi que mainte autres articles pour le bain. On chercherait vainement ailleurs une collection aussi complète, et offerte à si bon marché.

PHARMACIE A LA BAIE ST. LOUIS.—Au moment où s'ouvre la villégiature, ceux de nos lecteurs qui vont passer leurs vacances d'été à la Baie St. Louis, nous sauront gré de leur signaler la pharmacie de M. Edgar Dolézy, située au centre même de cette jolie ville d'eaux. M. Dolézy ne tient que des médicaments de choix, et ses prix sont à peu près ceux de la Nlle-Orléans. Nous appelons l'attention sur l'annonce qu'il insère aujourd'hui dans l'*Abeille*.

☞ Les acheteurs de la campagne et de la ville trouveront, au plus bas prix du marché, tous les articles se rattachant au commerce de confiserie, chez Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, Nos. 121 et 123.

GRANDE OCCASION DE BON MARCHÉ.—MM. M. L. Byrne & Cie., rue du Canal 205, annoncent leur vente de clôture, ce qui signifie une grande vente au rabais. Nous en prévenons les dames qui trouveront certainement chez MM. Byrne & Cie, membre de marchandises sèches à des prix considérablement réduits.

☞ Sans nier la puissance des agents minéraux et des produits chimiques dont la science a su tirer parti pour guérir les maladies, il faut reconnaître qu'il y a dans les plantes des propriétés que les médecines font trop négligées. C'est en faisant des recherches sur les propriétés médicinales de certaines racines, écorces et plantes que l'on est arrivé à la composition des HOME STOMACH BITTERS, l'un des meilleurs stimulants toniques qui soit en usage.—Voir l'annonce.

☞ On trouvera un grand assortiment de macassars, vermicelles, et autres pâtes et de l'extrait de café à la grande fabrique de candis de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée.

MAISON THEODOR DANZIGER AND SON. —Nous avons eu le plaisir de serrer la main, ces jours-ci, à M. Isidore Danziger, de la maison Theodor Danziger and Son, de la rue du Canal, qui est de retour d'un voyage au Nord. Nous applaudissons l'attention du public et des nombreux clients de cette excellente maison, sur les importantes réductions qu'elle vient d'effectuer sur ses prix, afin d'activer l'écoulement de son assortiment considérable de marchandises. Un coup-d'œil sur la liste des prix, convaincra nos lectrices du bon marché réel auquel sont offerts tous les articles cités.

MACHINES A COUDRE DE SINGER. — Ces machines, devenues célèbres dans les ateliers de couture et dans le monde des ménagères, méritent bien toute la bonne réputation dont elles jouissent. Nous ne parlerons pas des prix sans nombre qu'elles ont remportés dans les foires où elles ont toujours brillé. Cela est connu. Mais nous dirons qu'il s'en est vendu jusqu'ici 219,283, incontestable preuve de leur excellence et de leur popularité. Pour les familles, nous ne connaissons rien de meilleur. M. W. E. Cooper, agent, rue Canal du 89, accorde des conditions de paiment très faciles.

LINGERIE D'HOMMES ET DE JEUNES GARÇONS.—M. B. T. Walshe, dont tout le monde connaît le brillant magasin rue du Canal No. 110, annonce qu'il est maintenant prêt à répondre à toutes les demandes. Son stock de chemises pour hommes et de linge pour jeunes garçons et enfants est splendide et les prix en sont très modérés. Voyez l'annonce.

EXCELLENTE ENCRE D'IMPRIMERIE. — Toutes les tentatives pour fabriquer de l'encre d'imprimerie en Louisiane, ont échoué jusqu'à présent. MM. Collins & Jourdan paraissent devoir être plus heureux. Ils ont établi une usine à Tangipahoa et ils fabriquent toutes les qualités d'encre employées dans l'imprimerie. Nous avons fait l'essai de celle préparée pour les journaux et nous pouvons la recommander comme excellente sous tous les rapports. Détail essentiel, les prix de MM. Collins & Jourdan sont les mêmes que ceux du Nord. Leurs bureaux à la Nouvelle-Orléans sont établis rue Gravier, No 145.

SIROPS, CANDIS, — Les sucreries, bonbons, chocolats, surtout les candis qui sortent de la fabrique de MM. Norman & Reiss, une des plus importantes du Sud, rue Vieille-Levée, 121 et 123, sont d'une excellence remarquable. On en parle beaucoup et leur réputation est grande, mais nous croyons qu'ils sont encore au-dessus de leur réputation. Il suffit d'en goûter pour en être convaincu. La même fabrique s'occupe aussi de gâteaux, de pièces montées et de tout ce qui se rattache au commerce de la confiserie. Le même établissement fournit à la consommation des macarouis, du vermicelle, des extraits de café et beaucoup d'autres articles des plus recherchés. Quant aux sirops que fabriquent MM. Norman & Reiss, ils en ont toujours un assortiment fort riche et provenant des fruits les plus estimés d'Europe et d'Amérique. On peut dire sans exagération que ces sirops sont d'une finesse extrême et d'un goût tout à fait supérieur.

☞ Jus de Fruits français. — Fraises Framboises et Groseilles, — venant d'être reçus directement de France par la maison Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée, 121 et 123.

LES ÉLECTIONS EN FRANCE DEPUIS 1871.

Nous empruntons au *Rappel* le travail suivant qu'on lira avec intérêt :

Depuis le 2 juillet 1871, cinq scrutins pour des élections législatives ont eu lieu en France : ce sont ceux des 2 juillet 1871, 7 janvier, 9 juin et 30 octobre 1872, et 27 avril 1873.

Les départements ainsi consultés sont au nombre de 62. Ce sont les suivants :

Ain, Aisne, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Alpes-Maritimes, Ardennes, Aude, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Corse, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, Doubs, Drôme, Eure, Finistère, Gard, Garonne, Hérault, Ille et Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loiret, Lot-et-Garonne, Manche, Marne, Mayenne, Morbihan, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées (Basses-), Pyrénées-Orientales, Rhône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Savoie (Haute-), Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Vienne (Haute), Vosges, Yonne et territoire de Belfort.

En y ajoutant les élections qu'ont eu à faire nos colonies d'Algérie (départements d'Alger et d'Oran), de la Guadeloupe, de la Guyane et de l'Inde française, on trouve que les députés ainsi élus dans ces cinq scrutins sont au nombre de 144.

Sur ces 144, les différentes nuances de l'opinion républicaine en comptent 115. Les légitimistes, orléanistes et bonapartistes ne peuvent en revendiquer, à eux tous, que 29.

Sur ces 115 républicains, les neuf dixièmes au moins, appartiennent à la gauche ou à l'Union républicaine. Le centre gauche compte à peine quelques représentants.

En dehors des colonies, les soixante deux départements que nous venons d'énumérer, représentent un peu plus des deux tiers de la France, et la presque totalité de ces soixante-deux départements n'a cessé, depuis le 2 juillet 1871, de réclamer avec insistance la dissolution de l'Assemblée.

Et dans ce calcul, nous omettons la longue série d'élections pour les conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, qui ont été perpétuellement à l'avantage des républicains.

☞ On trouve-t-on un assortiment varié de candis de toute espèce ? A la grande fabrique de Norman & Reiss, rue de la Vieille-Levée Nos 121 et 1

— Ulric de Ponvielle, gérant de l'*Union républicaine* de Dieppe, comparaissait à la même audience devant le jury, sous la prévention de provocation au meurtre et d'apologie de faits qualifiés crimes par la loi pénale.

De Ponvielle, dans son Bulletin du 28 mars 1873, disait qu'il était permis à tout Français de tuer don Carlos et le curé Santa-Cruz.

Il répétait à ce propos ce vers de Victor Hugo sur Napoléon :

Tu peux tuer cet homme avec tranquillité.

Le défenseur de Ponvielle a fait valoir les excellentes attestations du courage de son client délivrées par les généraux Trochu et Vinoy, et une lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire établissant que pendant la Commune, il a combattu pour l'Assemblée.

Reconnu coupable, avec admission de circonstances atténuantes, Ulric de Ponvielle a été condamné à un mois de prison et 300 fr. d'amende.

— Une statistique curieuse, dit le *Figaro*, c'est celle des lettres qui arrivent quotidiennement à l'Elysée à l'adresse de M. le Président de la République.

Ces lettres sont environ au nombre de 700, et se répartir ainsi :

Demandes de secours.....	250
Pétitions ayant un but politique..	150
Pétitions réclamant contre un préjudice causé.....	100
Plaintes contre des fonctionnaires.	100
Injures.....	90
Menaces de mort.....	90
Total.....	700

Les injures sont généralement des plus grossières. Beaucoup sont signées : *Un républicain radical* ou *Un ex-fédéré*.

C'est en grand la répétition de ce qui se passe dans les bureaux du *Figaro*, où nous recevons quotidiennement un nombre d'épîtres injurieuses signées des noms susénoncés.

Quant aux menaces de mort, les deux tiers environ viennent d'Angleterre ou de Suisse. Beaucoup sont signées d'individus déclarant impunément à M. Thiers qu'ils l'attendront " au jour de la revanche."

Du reste, cela inquiète d'autant moins M. Thiers que le fidèle B.-B.-H. suit soigneusement toutes ces lettres au feu.

C'est d'un sail de celui-ci que nous tenons ces renseignements.

Le Gaulois cite un jolli mot de Devisme, mort ces jours derniers :

Un duelliste de carton se présente.

Celui-là pose en matamore.

— Le combat ne cessera que quand il y en aura un de traversé.

— Il compte sur une averse, dit Devisme, parlant entre ses dents selon son habitude.

— On lit dans le *Courrier de la Gironde :*

Pas de personnes savent que le citoyen Lockroy, élu à Marseille, ne s'appelle nullement Lockroy. C'est un nom de théâtre : il s'appelle Simon ; il était vaudevilliste, et, selon l'usage des fournisseurs de pièces pour les petits théâtres, il avait changé de nom.

Par contre Jules Simon a traqué son nom de Suisse contre celui de Simon.

—Triste journée que celle d'hier..... Il a plu de midi jusqu'au soir, et le temps rappelait d'y aller prendre l'heureux climat de l'Angleterre.

On est pris les boulevards pour Regent-Street et la rue de Rivoli pour le Strand, quait un membre de la commission de permanence.

—Si seulement elles s'accordaient pour demander un roi ! soupira un monsieur bien mis.

— On attribue à un haut personnage la phrase suivante à propos de M. Thiers :

—Je le comparerais volontiers à la tour de Pise..... s'il penchait toujours du même côté.

FRANCE.

Nous avons reçu hier des journaux de France allant jusqu'au 10 mai. Nous y puisons les renseignements suivants :

La *Gazette nationale* de Berlin publie la nouvelle suivante :

" Les bases du traité d'évacuation antidatées de Verdun auront celles-ci : les trois premières allemandes évacueront la place un mois avant le délai fixé ; et, un mois avant avant l'échéance fixée par le traité du 15 mars, le gouvernement français paiera les derniers 250 millions. En outre, le gouvernement français indemnisera le gouvernement allemand de toutes les pertes que lui aura causées l'évacuation anticipée. Le traité sera signé au commencement de la semaine prochaine."

Nous nous félicitons sincèrement de cette évacuation anticipée. Mais nous devons faire remarquer qu'en somme, c'est toujours la même chose ; nous payons un mois plus tôt, l'armée d'occupation s'éloigne un mois plus tôt. Ni la générosité prussienne, ni l'habileté du gouvernement n'entrent pour rien dans la rédaction de cette clause.

D'après une dépêche que publie le *Times*, le gouvernement français aurait déjà en caisse 700 millions de francs en numéraire ou en bons effets, pour faire face au cinquième et dernier milliard de l'indemnité de guerre.

Les versements pour compte des emprunts se font, dit cette dépêche, à raison de 100 millions par mois, en sorte qu'au 1er septembre 400 millions auront été versés, faisant ainsi un total de 1,100 millions.

Le payement intégral de l'indemnité serait donc pleinement assuré sans qu'il y ait eu la moindre perturbation dans les Bourses européennes et sans que l'on ait eu besoin de recourir à la Banque de France.

Le journal le *Soir* publie la note suivante :

" MM. Barodet, Latrade, Picart, Lockroy, Turigny, Gagneur et Depouy, députés, ne font tous sept inscrire à la *réunion de la gauche républicaine* ; trois seulement d'entre eux, MM. Barodet, Lockroy et Turigny, feront également partie de la réunion de l'*Union républicaine*.

" Les sept députés vont publier un manifeste collectif, dans lequel ils feront connaître qu'ils croient être les interprètes de leurs électeurs en promettant tout leur concours à M. le président de la République, dans les efforts qu'il fait pour instituer définitivement le gouvernement de la République.

" Les nouveaux élus affirmeront leur désir de concorde et de conciliation, et leur entière confiance en M. Thiers."

On nous affirme, qu'à la suite d'une conversation fort longue que M. Thiers aurait eue ces jours-ci avec M. Buffet, le gouvernement ne considérait plus le président actuel de l'Assemblée comme un adversaire. M. Buffet aurait promis de ne pas employer son influence auprès de la majorité pour l'engager dans la politique extrême ; il s'agirait seulement de provoquer une explication sur la politique générale, mais sans hostilité contre M. Thiers, et d'amener toutes les fractions conservatrices à se grouper une fois encore autour de lui pour lui donner la force de lutter contre le radicalisme.

Nous empruntons à la *Patrie* les informations qui suivent :

Un groupe d'électeurs et de délégués de plusieurs journaux de Toulouse s'est rendu dimanche chez M. le ministre des affaires étrangères pour lui offrir une candidature à l'Assemblée nationale. M. le comte d'Aubergon, député de la Haute-Garonne, était mort tout récemment. M. de Rémusat a décliné cette offre. Son échec à Paris a engagé sans doute M. le ministre des affaires étrangères à se prosterner de nouveau, surtout dans un département où les radicaux sont tout-puissants.

On nous assure, à propos de l'entente des députés conservateurs de toutes nuances, que l'accord est fait entre plus de trois cents d'entre eux. Cette alliance se serait faite par correspondance et par l'intermédiaire de quelques députés qui auraient vu successivement, chacun de son côté, un certain nombre de leurs collègues.

Il est de notre devoir d'enregistrer toutes les versions qui circulent au sujet des intentions qu'on prête à M. Thiers. L'heure est trop grave pour qu'on ne tende pas l'oreille à tous les bruits. C'est donc ce qu'on dit dans les régions élyséennes :

M. Thiers ferait proclamer définitivement la forme républicaine, consentie par les centres et la gauche.

Une constitution conçue, offrant toutes les garanties possibles contre les excès révolutionnaires, grâce à certaines modifications introduites dans l'exercice du suffrage universel, serait promulguée et mise sous la sauvegarde de l'armée.

Les élections générales seraient ajournées à un an.

M. Thiers serait proclamé président de la République à vie.

Quelqu'un, un personnage politique, dont M. Thiers entend volontiers les avis, mais dont il ne suit pas les conseils, nous disait hier sur quel pied d'égalité des affirmations des feuilles officieuses qui prétendent le président comme dans un état d'esprit des plus calmes, M. Thiers n'avait jamais été lui plus hésitant et plus anxieux : " il a peur de prendre une résolution."

Il est de tout point inexact que M. Thiers songe à aller passer quelques semaines à Bagnères-de-Luchon. Son seul voyage que ferait M. le président cette année, serait une excursion dans les départements de l'Est, après le départ des Prussiens, c'est-à-dire pendant les grandes vacances de l'Assemblée. Ces bruits sont très nettement affirmés à l'Elysée, et l'on ajoute, à propos de l'époque du voyage en question, déterminée par M. Thiers lui-même, qu'il est permis de conclure que l'Assemblée ne sera pas dissoute en octobre, comme le veulent les radicaux.

On nous assure que M. Thiers pousse sans relâche ses architectes à activer les travaux de l'hôtel de la place Saint-Georges, et dans l'entourage du président on commente tout bas les recommandations pressantes dont il s'agit dans un sens assez curieux, trop curieux même pour que nous les rapportions, et surtout pour que nous y ajoutions foi aucune.

Nous avons eu maintes fois l'occasion de constater le complet désaccord qui existe entre M. Thiers et le conseil supérieur de la guerre. On nous assure que le dissentiment s'accentue de plus en plus. Le président n'admet pas qu'on s'oppose à ses plans, quand bien même l'unanimité du conseil se déclarerait contre eux. Dans ce cas, pour couper court à la discussion et empêcher le vote de se produire, il lève la séance. C'est ce qui est arrivé à la dernière séance. Il s'agissait d'un système de fortifications destinées à défendre Paris contre l'étranger. Deux membres du conseil voulaient que les forts tournés à besoin maintenir la capitale, et la révolution s'y levait. M. Thiers leva la séance sous prétexte que c'était mêler la politique aux questions militaires.

Nous apprenons que les préfets, dans leurs rapports mensuels sur la situation de nos contrées futures, ne sont pas aussi alarmants que le pouvaient faire craindre les bruits généralement répandus. Le mal est grand, mais il n'est pas partout irrémédiable. Nous savons cependant que l'on ne connaîtra exactement la situation que lorsque les rapports du mois de mai seront envoyés.

—L'enquête des Chambres de commerce sur les traités de commerce franco-anglais et franco-belges est terminée. La majorité des Chambres s'est prononcée contre les traités. Les tarifs compensateurs sont trouvés trop élevés par les Chambres lilloise et manufacturière, trop faibles par les Chambres protectionnistes. Les cotes Chambres qui sont les plus défavorables sont celles de Lyon et de Rouen.

—L'été à quelque jours va se tenir à Rouen, sous la présidence de M. Pouyer-Quertier, une grande réunion de négociants et d'industriels. On arrêterait, dans cette réunion, la rédaction d'un rapport relatif à la situation du commerce et de l'industrie. Ce rapport sera remis à M. Thiers par deux délégués, dont l'un appartiendrait au groupe des protectionnistes et l'autre au groupe des libre-échangistes. On tiendrait, en effet, à bien prouver au président de la République que toutes les opinions s'accordent pour reconnaître l'état de malaise extrêmement grave que traversent en ce moment le commerce et l'industrie de notre pays.

Les journaux de Lyon publient la circulaire suivante de M. Ranc :

Lyon, 6 mai.

" Paris a manifesté sa solidarité dans la question des libertés communales. Vous avez résolu de répondre fraternellement en envoyant un conseiller municipal de Paris à l'Assemblée pour représenter la ville de Lyon. Le comité central, en autorisant votre décision, a pensé que la réaction poursuit de sa haine la plus furieuse et d'abominables calomnies. Ces calomnies sont un titre auprès de vous. J'en partage l'honneur avec les membres de votre municipalité qui, pendant le guerre civile, sont venus s'interposer entre les combattants, espérant à Paris et à Versailles une heure de répit et d'apaisement. Mon crime est le même.

" Comme vous, je suis coupable d'avoir tenté des efforts inouïs pour mettre fin à une lutte affreuse dans laquelle pouvait tomber la République. J'ajouterai délibérément votre mandat, je défendrai la République ; je ne cesserai pas de réclamer la dissolution. Je repousserai énergiquement les lois de combat préparées par les monarchistes tout-puissants pour asservir et les droits de l'Assemblée issue du suffrage universel, et le respect du droit, assurera la paix sociale et fondera la République."

On sait que M. Lignier, député de l'Aube et membre de la gauche républicaine, a donné sa démission.

Cette démission porte à cinq le nombre des sièges qui resteront vacants à l'Assemblée après les élections des 27 avril et 11 mai.

Ce sont ceux de MM. Dorian (Loire), d'Auberjon (Haute-Garonne), Moulin (Puy-de-Dôme), Rollin (Guadeloupe), et Lignier (Aube).

On lit dans le *Journal de Paris ;*

Nous apprenons à la fois, de plusieurs capitalistes, que nos agents diplomatiques ont donné communication aux cabinets étrangers d'une dépêche circulaire rédigée en vue d'atténuer l'effet regrettable produit par les élections du 27 avril.

—Les radicaux se plaignent volontiers de la république, nantissante et gênée, qui leur est faite par l'état de siége et autres mesures préservatrices.

Montesquieu semblait avoir prévu le cas, lorsque écrivant dans sa *Grandeur et Décadence des Romains :*

"Pour cette générale, toutes les fois qu'on verra tout le monde tranquille dans un Etat qui se donne le nom de République, on peut être assuré que la liberté n'y existe pas."

LE NOUVEAU MINISTÈRE FRANÇAIS.

Tel qu'il est maintenant constitué, le ministère comprend sept républicains conservateurs et trois membres du Centre droit. Les ministres républicains sont :

M. Casimir Périer, ministre de l'intérieur,

M. Waddington, ministre de l'instruction publique,

M. Larrouy, ministre des travaux publics,

M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères,

M. Léon Say, ministre des finances,

M. Dufaure, ministre de la justice,

L'amiral Fothnau, ministre de la marine.

Quant aux trois ministres qui se rattachent au Centre droit par leurs opinions et leurs antécédents, ce sont :

Le général de Cissey, ministre de la guerre,

M. Tessereno, de Bort, ministre du commerce,

M. de Fourtou, ministre des cultes.

M. Waddington, le nouveau ministre de l'instruction publique, est protestant. C'est un député ballottable, membre de l'Institut, qui représente depuis février 1871 le département de l'Aisne. Son rapport sur l'importante loi du 19 août 1871 relative aux grandes épidémies lui a très remarqué. M. Waddington a voté contre la loi par laquelle l'Assemblée s'est investi le pouvoir constituant. Il est un des députés conservateurs qui ont suivi M. Casimir Périer dans son évolution vers la République conservatrice. Il est issu directement de la bourgeoisie parisienne, appartenant à Paris et à Versailles une période d'apaisement. Mon crime est le même.

Comme on le voit, le cabinet est composé d'éléments très hétérogènes. Il est difficile de prévoir quelle sera sa durée. Il est probable que les républicains ne feront pas de difficultés pour le laisser vivre, à la condition qu'il ne fasse pas de politique personnelle, mais il est à craindre que les membres du Centre droit ne soient pas aussi accommodants. En apprenant, en effet, la nouvelle de son combinaison, M. Rrodrigues a été frappé d'une coïncidence célébrale, dont il avait en déjà ressentie, il est tombé comme foudroyé dans son bureau, presque en donnant des ordres à son garçon de recettes. Malgré les soins qui lui ont été prodigués, il est mort après quelques heures d'agonie, à midi.

M. Rodrigues laissera de très vifs regrets au monde de la finance, qui garde une profonde estime pour lui.

—Un marchand de Landshut (Bavière), nommé Weinreich, qui avait été condamné à quatre mois de prison pour attentat à la morale publique, a trouvé moyen de subir sa peine d'une manière agréable. Il a engagé un acteur, nommé Kohl, à se présenter à sa place, bien grimé, en gravissant de la *Forteresse de Rosenberg* et à passer sous les verrous les quatre mois que lui, Weinreich, trait joyeusement vivre à Augsbourg.

Le marché dont le prix se serait élevé à 2,000 fr., aurait été accepté. Kohl a consciencieusement, sous le nom de Weinreich, " purgé sur la paille humide des cachots " la condamnation encourue par son client.

Weinreich a dénoncé le pénitencier de sorte que le marchand et son locataire, qui, dit-il, pour s'excuser, n'avait voulu que remplacer les moutons d'un paysan, se retrouveront ensemble sous les verrous aux gaies d'un marché illégal. Le pis est que Weinreich se refuserait maintenant à payer à Kohl les 2,000 fr. promis.

LE MYSTÈRE DU BOIS DE BOULOGNE.

—MORT AUTOUR D'UN AGENT DE CHANGE. —Sous ce titre : *Le mystère du bois de Boulogne*, nous avons annoncé le premier que des jardiniers de la Ville de Paris avaient trouvé, près de la porte Dauphine le cadavre d'un individu, la tête fracassée par une balle de pistolet. On a constaté hier matin l'identité du mort. Il se nommait Geffrault et était valet de chambre chez M. O. Brodrigues, l'agent de change bien connu.

Le matin de sa mort, Geffrault était sorti de chez son maître à onze heures, en disant à la cuisinière :

—Regardez-moi bien..... Vous ne me reverrez jamais !

Un affolé qu'il) s'est tué par chagrin d'amour.

Un détail ourieux :

L'arme qui avait servi au suicide avait été remportée par un inconnu du bois. Quel avait passé par là avant les jardiniers, et avait posé la balle sur la cuisse droite de Geffrault.

La mère du pauvre garçon devait avoir de terribles contestations. En apprenant, en effet, la sinistre fin de son domestique, M. Brodrigues a été frappé d'une congestion cérébrale, dont il avait en déjà ressentie, il est tombé comme foudroyé dans son bureau, presque en donnant des ordres à son garçon de recettes. Malgré les soins qui lui ont été prodigués, il est mort après quelques heures d'agonie, à midi.

M. Rodrigues laissera de très vifs regrets au monde de la finance, qui garde une profonde estime pour lui.

—Un marchand de Landshut (Bavière), nommé Weinreich, qui avait été condamné à quatre mois de prison pour attentat à la morale publique, a trouvé moyen de subir sa peine d'une manière agréable. Il a engagé un acteur, nommé Kohl, à se présenter à sa place, bien grimé, en gravissant de la *Forteresse de Rosenberg* et à passer sous les verrous les quatre mois que lui, Weinreich, trait joyeusement vivre à Augsbourg.

Le marché, dont le prix se serait élevé à 2,000 fr., aurait été accepté. Kohl a consciencieusement, sous le nom de Weinreich, " purgé sur la paille humide des cachots " la condamnation encourue par son client.

Weinreich a dénoncé le pénitencier de sorte que le marchand et son locataire, qui, dit-il, pour s'excuser, n'avait voulu que remplacer les moutons d'un paysan, se retrouveront ensemble sous les verrous aux gaies d'un marché illégal. Le pis est que Weinreich se refuserait maintenant à payer à Kohl les 2,000 fr. promis.

SPECTACLES, &c.

CAFÉ BISMARCK,

CORNER OF ROYAL AND BIENVILLE STS.

OUVERT JOUR ET NUIT. TOUS LES SOIRS DE CONCERT.

CHAQUE SOIR, CONCERT par la célèbre troupe européenne, composée de Mlle LEONTINE, Mlle CLARA, Mlle ROSA, Mlle ADELAIDE, Mlle CLARISSE, Mlle ANNA, Mlle MARIE, Mlle ADELINE, Mlle ANTOINETTE, Mlle ROSALIE, Mlle CAROL